

REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE - SOLIDARITE



**RAPPORT SUR LES DELAIS
DANS LA CHAINE
D'EXECUTION DE LA DEPENSE
PUBLIQUE**

MARS - 2024

MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

INTRODUCTION	2
I. Situation des délais d'exécution en MARS 2024.....	2
II. Commentaires portant sur les résultats de l'analyse	5
A. PHASE ADMINISTRATIVE	5
1. Engagement	6
2. Liquidation	8
3. Ordonnancement/Mandatement	8
B. PHASE COMPTABLE	8
1. prise en charge comptable de la dépense :	8
2. Emission des ordres de virement (OV) ou de paiement (OP) :	9
3. Paiement	9
III. Analyse de l'évolution des paiements par rapport aux engagements	13

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation des délais d'engagement.....	2
Tableau 2 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses.	9
Tableau 3 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution.	10
Tableau 4 : Données sur les engagements et les paiements depuis janvier.....	14

LISTE DES FIGURES

Figure 1: EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (Mars 2018-2024)	7
Figure 2 : SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2023	7
Figure 3 : EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS.....	14

INTRODUCTION

En application de l'instruction conjointe N°003/MB/MEF/2017 du 12 avril 2017, fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire, la Direction Nationale des Systèmes Informatiques produit mensuellement les statistiques de fluidité des dossiers dans la chaîne d'exécution de la dépense publique. Ces données sont communiquées à la Direction Générale du Budget pour la production d'un rapport mensuel à l'attention du Ministre du Budget et du Ministre de l'Économie et des Finances.

I. SITUATION DES DELAIS D'EXECUTION EN MARS 2024

L'exécution des dépenses du budget de l'Etat se décline en deux grandes phases (administrative et comptable). La phase administrative concerne : l'engagement, la liquidation et le mandatement ou l'ordonnancement. La phase comptable regroupe la prise en charge de la dépense par un comptable public et le paiement de la dépense.

Les phases et étapes énumérées ci-dessus sont encadrées par des délais comme l'illustre le tableau présentant les délais d'exécution en mars 2024.

Le tableau ci-dessous présente les différentes étapes du processus d'exécution de la dépense publique, il précise les délais impartis à chaque étape, comme l'indique l'instruction conjointe sur les délais d'engagement de la dépense.

Tableau 1 : Situation des délais d'engagement

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence	Délais observés
PHASE ADMINISTRATIVE				
I. L'ENGAGEMENT				
Décision d'engagement				
01	Décision d'engagement	Ordonnateur, ordonnateur-délégué	5 jours	67,3% (400 dossiers sur 269 ≤ à 5 jours)
02	Préparation des documents en appui à la décision d'engagement	DAF		

03	Saisie de la décision d'engagement	DAF		
04	Transmission du dossier d'engagement au CF	DAF		
Contrôle et validation du dossier d'engagement				
01	Réception du dossier par les services du CF	Agent du Contrôle Financier (CF)	1 jour	0
02	Affectation du dossier pour étude	CF	4 jours	46,2% (277 dossiers sur 128 ≤ à 4 jours)
03	Etude du dossier (ajournement ou acceptation)	Agent du CF		
04	Validation (ajournement ou acceptation) ou rejet	CF		
05	Transmission au DAF du dossier d'engagement accepté	CF		

	Points de stationnement	Acteurs	Délais de référence	Délais observés
III. L'ORDONNANCEMENT/LE MANDATEMENT				
Ordonnancement ou mandatement des dépenses				

Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Points de stationnement		Acteurs	Délais de référence		Délais observés	
Points de stationnement		II.	LA LIQUIDATION		Délais de référence	
01	Réception du dossier de liquidation validé	DAF	1 jour		0% (aucun dossier sur les 172 n'ont été traité dans un	
PHASE COMPTABLE						
Prise en charge comptable						
02	Vérification et prise en charge du mandat de paiement et des autres éléments l'accompagnant	DAF PGT			n'a été traité (76 dossiers sur les 172 n'ont été pris en charge dans un délai ≤ à 4 jours)	
03	Validation du mandat de paiement soumission du mandat de paiement en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses	DAF PGT	1 jour		89,0% (153 dossiers sur les 172 ont été traités dans	
Mise en règlement						
01	Validation et programmation de la mise en règlement du mandat de paiement	DAF PGT	1 jour		96,6% (129 dossiers sur les 237 ont reçu des ordres de virement ou de paiement et ont été traités dans un délai ≤ à 5 jours)	
02	Émission des OV/OP et mise en règlement	DAF PGT	1 jour		N/A	
03	Réception conforme de mandatement et des ordres de recettes/DNB	DAF PGT	1 jour		N/A	
04	Transmission des OV/OP à la BCRG et émission des ordres de recettes/DNB	DAF PGT	1 jour		N/A	
05	Transmission des OV/OP à la BCRG et émission des ordres de recettes/DNB	DAF PGT	1 jour		N/A	
Paiement						
01	Réception conforme de mandatement et des ordres de recettes/DNB	DAF PGT	2 jours		Les 218 dossiers sur les 237 pour lesquels les OV/OP ont été émis, représentant 91,98% des OV/OP émis.	
02	Paiement par la BCRG des OV/OP de mandatement et dépôt à la BCRG	DAF PGT	1 jour		N/A	
03	Certification du service fait	Ordonnateur/ordonnateur délégué	2 jours		N/A	
Actes posés par l'ordonnateur/DAF dans le circuit informatisé de la chaîne des dépenses						

09	Création du dossier de liquidation, saisie des pièces de liquidation et transmission du dossier au CF	DAF	5 jours	98,9% (274 dossiers sur 271 % ≤ à 5 jours)
10	Saisie des pièces de liquidation	DAF		
11	Transmission du dossier de liquidation au CF	DAF		
Contrôle de la liquidation				
01	Réception du dossier de liquidation	Agent du CF	4 jours	100 % (17dossiers Sur 17 ≤ à 4 jours)
02	Etude du dossier de liquidation	Agent du CF		
03	Validation ou rejet du dossier de liquidation	CF		
04	Transmission dossier de liquidation validé au DAF	CF		
05	Réception par le DAF du dossier de liquidation validé transmis par le CF	DAF	1 jour	0% (aucun dossier sur les 5 n'a été traité dans un délai < à 1 jour)

II. COMMENTAIRES PORTANT SUR LES RESULTATS DE L'ANALYSE

A. PHASE ADMINISTRATIVE

La phase administrative de la dépense est composée de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement ou du mandatement.

En mars 2024, 400 projets d'engagement ont été initiés contre 435 au mois de février. Le nombre d'engagement validé par les Contrôleurs Financiers fait 277 dossiers, dont 128 respectant le délai de traitement de 4 jours, soit 46,2% des dossiers reçus par les Contrôleurs Financiers. Ainsi 149 des projets d'engagement reçus sont restés encours de traitement dans le circuit de la dépense après le délai imparti. Les projets de liquidation se sont chiffrés sur la période à 274 dossiers, pour seulement 17 validations, soit 6,20% des projets de liquidation transmis.

En ce qui concerne les ordonnancements, 172 dossiers ont été transmis par les DAF, parmi ceux-ci, tous ont été traités dans le délai, avec 153 dans le délai fixé, soit 89%.

1. ENGAGEMENT

L'étape engagement est subdivisée en quatre (4) parties, qui sont :

- l'initiation de l'engagement ;
- la transmission au Contrôleur Financier ;
- la réception par le Contrôleur Financier ;
- la validation du projet d'engagement par le Contrôleur Financier.

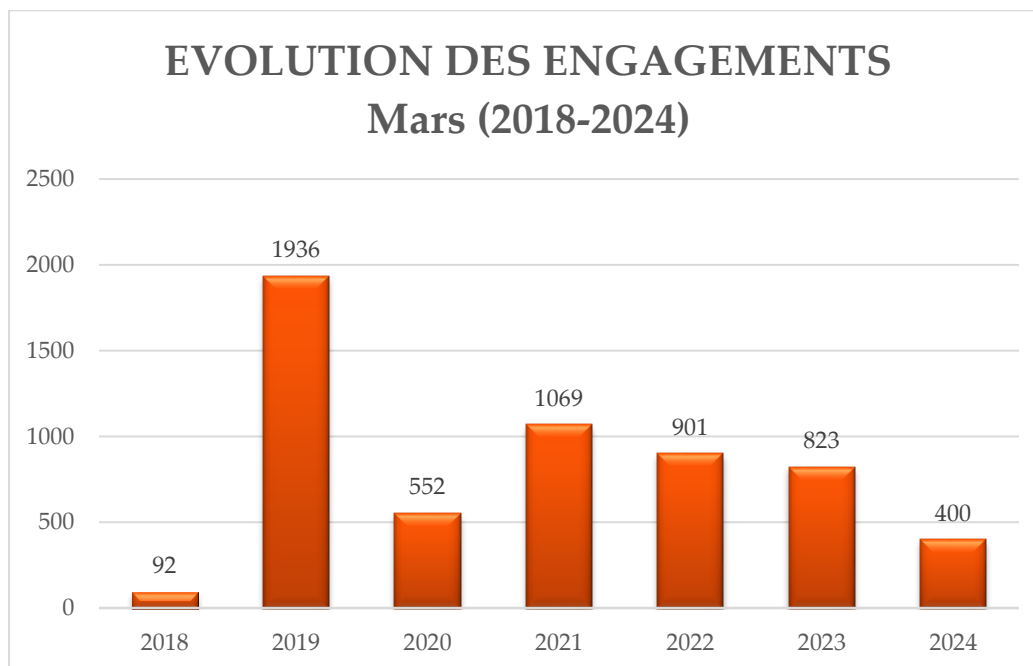
Le délai requis pour l'initiation de l'engagement et la transmission à la Direction Nationale du Contrôle Financier est de cinq (5) jours ouvrés, ainsi, pour le mois de mars 2024, avec 400 projets d'engagement initiés sur la chaîne des dépenses, contre 435 au mois de février, il y a eu 35 dossiers de plus entre février et mars. Ainsi 269 ont été engagés dans les délais requis, soit 67,3%, contre 302 dossiers faisant 69,4% des engagements en février. Ainsi, pour les 131 projets d'engagement restant, et qui n'ont pas respecté le délai, ils devraient être traités entre 6 et 41 jours, à compter de l'initiation de la procédure d'engagement.

Les projets d'engagement non transmis aux Contrôleurs Financiers dans les délais au mois de mars 2024 sont au nombre de 132. Ils concernent les ministères du Plan et de la Coopération Internationale pour 16 dossiers, contre 26 initialement engagés, le ministère de la Culture, du Tourisme et- de l'Artisanat pour 12 et les ministères du Commerce, de l'Industrie et de Petites et Moyennes Entreprises et celui de l'Enseignement Supérieure pour 11 dossiers chacun.

Pour l'étape engagement, il y a eu **400 dossiers engagés** et **277 validations** au compte du mois de mars.

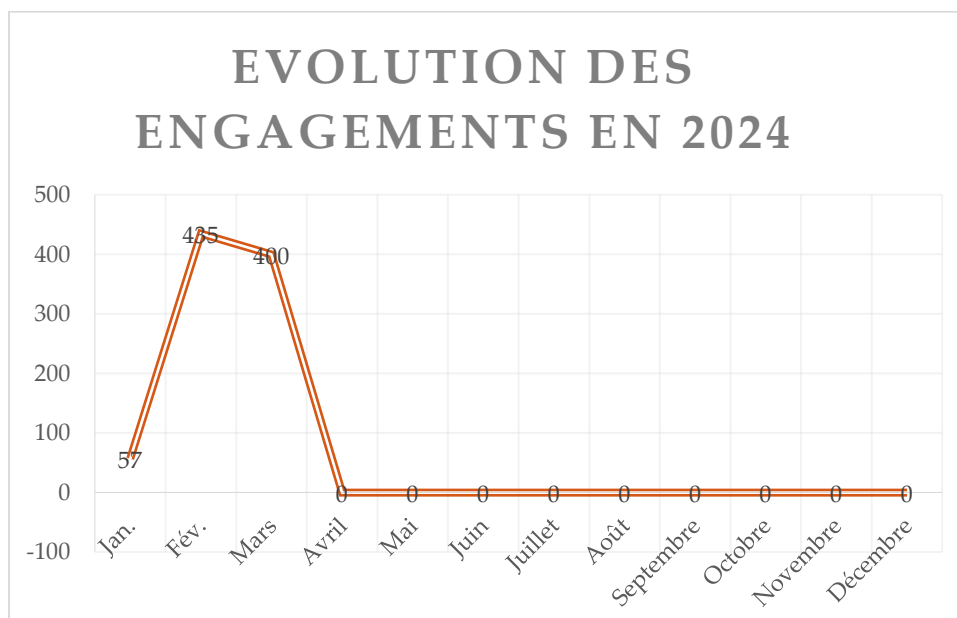
Ci-dessous le graphique sur l'historique des niveaux d'engagement aux mois de mars des sept (7) dernières années depuis 2018, suivi de celui de l'évolution des engagements au courant de l'année 2024.

Figure 1: EVOLUTION DES ENGAGEMENTS (mars 2018-2024)



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 2 : SITUATION DES ENGAGEMENTS EN 2024



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

2. LIQUIDATION

Quant à la liquidation, la deuxième étape de la phase administrative, elle comprend :

- La création du projet de liquidation ;
- La transmission du projet de liquidation au Contrôle Financier ;
- La réception du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La validation ou le rejet du projet de liquidation par le Contrôleur Financier ;
- La transmission de la liquidation au DAF.

Conformément à l'arrêté régissant les délais, les différentes sous étapes de la liquidation doivent être réalisées dans un premier délai de cinq (5) jours au maximum pour la création et la transmission et quatre (4) jours pour la validation.

Ainsi, pour ce mois de mars 2024, pour 274 projets de liquidation initiés par les pools financiers des ministères et institution, parmi ceux-ci, aucun n'a été validé hors du délai de 5 (cinq) jours.

Au compte du mois de mars 2024, seulement 274 dossiers de liquidation ont été créés et transmis par les DAF, seulement 124 ont été créés et transmis dans les délais par les DAF, représentant 45,3% des projets de liquidations initiés.

A noter que les actes posés en dehors du circuit informatisé de la chaîne des dépenses ne sont pas récapitulés car les acteurs n'interviennent pas tous sur la chaîne informatisée des dépenses.

3. ORDONNANCEMENT/MANDEMENT

Au mois de mars 2024, les DAF des différents ministères et institutions ont reçu 172 dossiers liquidés par les CF, sur ces dossiers transmis pour ordonnancement ou mandatement, 153 ont été traités dans le délai, soit 89% des dossiers transmis pour ordonnancement sur la période.

B. PHASE COMPTABLE

La phase comptable de l'exécution de la dépense publique est composée de la prise en charge de la dépense, de l'émission des ordres de virement ou de paiement et du paiement de la dépense par le Comptable Public.

1. PRISE EN CHARGE COMPTABLE DE LA DEPENSE :

Le nombre de jour fixé pour la prise en charge d'une dépense par le comptable public est de 4 jours ouvrés à partir de la réception du mandat. Ainsi 172 dossiers ont été pris en charge, 76 dans le délai, soit 44,19% des dossiers engagés pour prise en charge au compte du mois de mars.

2. EMISSION DES ORDRES DE VIREMENT (OV) OU DE PAIEMENT (OP) :

L'émission des OV/OP est prévue pour 5 jours, ainsi, en mars, les Comptables Publics ont émis 237 mandats de paiements, dont 195 ont bénéficié d'émission des OV/OP entre neuf (9) ou dix-neuf (19) jours, donnant un total de 218 émissions en mars.

3. PAIEMENT

Concernant les paiements à la BCRG, ils ne sont pas encadrés par l'instruction conjointe fixant les délais dans la chaîne d'exécution de la dépense publique et organisant les états de suivi budgétaire sur les délais (vu que ces traitements sont effectués hors chaîne des dépenses). Toutefois, une programmation en amont de la chaîne des dépenses (plan d'engagement cohérent avec le plan de trésorerie) permettra de réguler les instances et de limiter l'accumulation des restes à payer.

Cependant, il ressort que, des 237 dossiers qui ont bénéficié d'un OV ou d'un OP, 218 ont été payés au mois de mars 2024.

Ci-dessous le tableau 2, qui présente la synthèse issue de la chaîne des dépenses et le tableau 3, récapitulatif de la situation des dossiers engagés par Ministère et Institution :

Tableau 2 : Synthèse issue de la chaîne des dépenses.

PHASE INTERVALLE	ENGAGEMENT			ORDONNANCEMENT/ MANDATEMENT					PAIEMENT			
	Décision d'engagement r DAF (5jours)	Reception DAF->CF	Contrôle et Validation CF (4jours)	Création et transmission liquidation DAF (5jours)	Reception DAF -> CF	Validation de la liquidation CF	Reception CF->DAF	Ordonnancement ou mandatement DAF (5jours)	Reception DAF->PGT	Prise en charge PGT (4jours)	Emission des OV/OP PGT (5jours)	Paiement des OV/OP BCRG
1-2	166	126	71	42	13	17	172	153		13	218	6
3-4	95	80	57	67	5				49	63	11	39
5	8	14	16	15	2					1		30
6-8	65	32	40	61	3				12	13		51
9-19	46	24	64	33	21			19	62	44	6	69
20-30	20	11	24	53					46	38	2	16
31-41			5	3					3			7
TOTAL	400	287	277	274	44	17	172	172	172	172	237	218

Source : DNSI/Chaîne des dépenses

Tableau 3 : Situation des dossiers engagés par ministère/institution.

Ministère /Institution	Mars	Janvier - Mars	Part
Présidence de la République	2	27	0,50%
Primature	4	12	1,00%
Ministère de la Défense Nationale	5	57	1,25%
MATD	29	44	7,25%
M Sécurité Protection Civile	3	3	0,75%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	6	23	1,50%
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger	10	115	2,50%
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	26	26	6,50%
Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	71	105	17,75%
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	2	15	0,50%
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	2	23	0,50%
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	24	31	6,00%

Ministère /Institution	Mars	Janvier - Mars	Part
Ministère des Mines et de la Géologie	7	18	1,75%
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	10	18	2,50%
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	4	30	1,00%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	11	28	2,75%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	20	20	5,00%
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	0	16	0,00%
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	23	23	5,75%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	7	7	1,75%
Ministère de l'Information et de la Communication	16	17	4,00%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	0	17	0,00%
Conseil National de la Transition	0	3	0,00%
Cour Suprême	1	1	0,25%
HAC	0	0	0,00%
Secrétariat Général du Gouvernement	15	18	3,75%
Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	6	11	1,50%
Ministère de l'Environnement et du Développement du Durable	0	14	0,00%
Ministère des Transports	2	4	0,50%

Ministère /Institution	Mars	Janvier - Mars	Part
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux	0	0	0,00%
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	15	27	3,75%
Administration et Contrôle des Grands Projets	0	0	0,00%
Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	21	49	5,25%
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	25	32	6,25%
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	29	29	7,25%
SGPCSS-LDCO	0	7	0,00%
Ministère du Budget	0	5	0,00%
Cour des Comptes	0	0	0,00%
Dépenses Communes de l'Etat	4	17	1,00%
TOTAL	400	892	100,00%

Source : Chaîne des dépenses

Une attention particulière devra être accordée aux dossiers non traités suivant les différentes étapes du circuit de la dépense.

Une attention particulière doit être accordée à la célérité dans la transmission des dossiers physiques qui devrait suivre la transmission électronique, car le volume de dossiers non traités suivant les différentes étapes, continue à prendre de l'ampleur dans le circuit de la dépense. Le respect de cette étape participe à l'amélioration de la collaboration entre les Chefs de Division des Affaires financières (DAF) et les Contrôleurs Financiers d'une part et entre les Ordonnateurs et les Comptables Assignataires (Payeur Général du Trésor et Agent Comptable Central du Trésor) d'autre part.

En effet, il est constaté ce qui suit :

- Sur **400** décisions d'engagement signées par les ordonnateurs (y compris les dossiers relevant des Gouvernorats), tous ont été réceptionnés par les Contrôleurs Financiers.
- Plus de la moitié des dossiers engagés, soit 277 ont été contrôlés et validés par les Contrôleurs Financiers pour la période.
- Sur **274** projets de liquidation, seulement **44** dossiers ont été reçus par les Contrôleurs Financiers.
- Sur les **44** dossiers reçus par les Contrôleurs Financiers au compte du mois de mars 2024, **17** ont été liquidés, par contre **172** dossiers ont été rendus aux DAF, étant donné qu'il n'y en avait que **44** initialement déposés à cette étape.
- Ainsi sur **44** projets de liquidation, **17** dossiers ont été validés par les Contrôleurs Financiers pour la période mais **172** ont été reçus par les DAF.
- Avec **172** dossiers ordonnancés ou mandatés, tous ont été déposés au Payeur Général du Trésor, et **172** ont fait l'objet de prise en charge par les Comptables Publics.
- Sur **172** prises en charge comptable, **237** dossiers ont bénéficié d'émission d'Ordre de Virement (OV) ou d'Ordre de Paiement (OP) et **218** ont été payés, connaissant le faible niveau d'exécution des dépenses à cette période de l'année. Ainsi, seulement les urgences d'ordre sécuritaires et sociales et les dépenses de souverainetés sont payées, ce qui explique encore ce faible niveau d'exécution au compte du mois de mars 2024.
- En somme, sur les **400** projets d'engagement, **218 dossiers** ont été payés au titre du mois de mars, contre **435** projets d'engagement et **33** paiements en février.

III. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

Une attention particulière est portée sur la corrélation entre les engagements et les paiements en ce début d'exercice 2024. Cette analyse révèle le comportement des paiements par rapport aux engagements tout au long de l'année.

La **figure N°3** ci-dessous présente l'évolution des paiements par rapport aux engagements, elle donne une aptitude réelle représentant la courbe des paiements à côté de celle des engagements au cours de l'année.

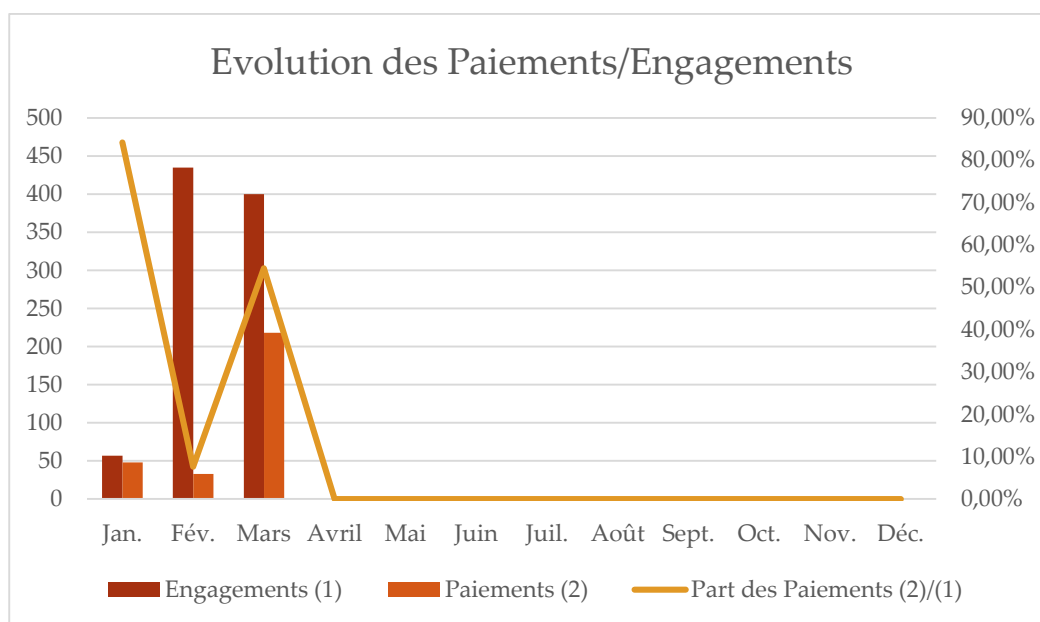
Ainsi, l'Etat a payé 54,50% de ses engagements en mars, en d'autres termes, il a été beaucoup plus performant ce mois qu'il ne l'a été en février.

Tableau 4 : Données sur les engagements et les paiements en janvier.

	Janvier	Février	Mars
Engagements (1)	57	435	400
Paiements (2)	48	33	218
Part des Paiements (2)/(1)	84,21%	7,59%	54,50%

Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

Figure 3 : EVOLUTION DES PAIEMENTS/ENGAGEMENTS



Source : DGB-DNSI/Chaîne des dépenses

CONCLUSION

En somme, il a été observé un faible écart entre les engagements du mois de février et ceux du mois de mars 2024, ces derniers ont diminué de 35 engagements. Aussi, l'écart entre les engagements et les paiements est moins important ce mois-

ci, de telle sorte que les paiements représentent désormais 54,50% des engagements en mars. Cette performance est essentiellement due au réajustement structurel de notre économie, le gouvernement a renoncé à certains engagements pris avant l'incendie du dépôt central de carburant de Coronthie. Il a aussi fait des pertes considérables en matière de recettes, tout en assurant les dépenses d'urgence et d'ordre sécuritaire pour combler le besoin de la population pendant la crise, et assurer la stabilité socioéconomique sur le moyen terme.

Fait à Conakry, le.....

Ahmed Karifa DIAWARA

Pièces jointes :

- *Tableau de synthèse des délais (5 pages) ;*
- *Tableaux détaillés des délais par ministère et institutions (2 pages couvrant toutes les sections budgétaires) ;*
- *Tableau récapitulatif des engagements et paiements depuis janvier. (1 page).*
- *Trois (3) graphiques.*